

L'activité fret ouverte au privé national

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4376 - Mardi 16 janvier 2018 - Prix : 10 DA

Santé à Béjaïa

Les paramédicaux reviennent à la charge

Page 24

Le ministre de la Formation professionnelle énonce les grandes lignes de l'apprentissage
Présentation aujourd'hui du projet de loi devant l'Assemblée nationale

Page 2

Le double langage des économistes américains

Par Mohamed Habili

Les économistes américains les plus en vue, ceux qui tiennent des chroniques dans les grands journaux, et ceux qui sont souvent invités par différents organismes à faire des conférences, largement couvertes par les médias, en sont réduits depuis un certain temps déjà à développer un double langage, relativement à la question de savoir si la crise de 2008 est dépassée ou si elle est toujours là et qu'elle sévit encore. En d'autres termes, si l'économie américaine, mais aussi celles des grands pays développés, est sortie ou non de ce qu'eux-mêmes nomment la Grande Récession (appellation forgée à la fois pour rappeler la Grande Dépression des années 1930 et pour s'en démarquer) ; si la reprise est une réalité à la fois solide et durable, ou s'il ne s'agit que d'une amélioration provisoire de quelques indicateurs plus ou moins significatifs, en tant que telle bientôt suivie d'une aggravation ou d'une rechute. Quand on lit leurs articles et leurs interventions sur ce thème, inmanquablement on s'interroge sur leurs véritables sentiments, et même pour certains sur le degré de leur sincérité intellectuelle. Longtemps, ils ont exprimé cette ambiguïté en quelque sorte fondamentale en parlant non pas de reprise, de reprise tout court, mais de reprise imparfaite. Une reprise imparfaite, c'est de la reprise, sauf que comme elle ne s'est pas encore consolidée, la crise, ou du moins ce qu'il en reste, est encore de force à regagner sur elle, voire à l'annihiler entièrement.

Suite en page 3

Les responsables des usines appelés à se lancer dans la fabrication de composants

Yousfi : «Plus de montage de véhicules en Algérie à l'avenir»



Le ministre de l'Industrie et des Mines a insisté sur la fabrication en Algérie d'équipements (pièces et accessoires) de véhicules. Youcef Yousfi a affirmé qu'il n'y aura pas de montage de véhicules en Algérie à l'avenir mais une industrie automobile. Lire page 2

Un numéro vert pour toute doléance ou requête

Impliquer le citoyen dans la gestion des déchets

Page 4

Opéra Boualem-Bessaih

Des artistes étrangers s'invitent à Alger

Page 13

Les responsables des usines appelés à se lancer dans la fabrication de composants

Yousfi : «Plus de montage de véhicules en Algérie à l'avenir»

■ Le ministre de l'Industrie et des Mines a insisté sur la fabrication en Algérie d'équipements (pièces et accessoires) de véhicules. Youcef Yousfi a affirmé qu'il n'y aura pas de montage de véhicules en Algérie à l'avenir mais une industrie automobile.

Par Meriem Benchaouia

«J'ai demandé aux responsables de différentes usines de montage de véhicules de se lancer dans les plus brefs délais dans la fabrication de composants de véhicules», a fait savoir M. Yousfi, en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya Relizane. Le ministre a souligné que ces orientations interviennent dans le cadre de la diversification de l'économie nationale que recommande le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et du programme du gouvernement visant à sortir progressivement de la dépendance aux hydrocarbures. Au passage, M. Yousfi a annoncé la tenue d'une rencontre nationale en mars prochain regroupant les représentants d'usines de montage de véhicules et d'entreprises de sous-traitance, dans la perspective de création de partenariats pour fournir différents accessoires de véhicules. Le ministre a procédé, lors de cette visite, à l'inauguration d'une usine de tubes en acier et d'emballage pour un investissement de 1,5 milliard DA dans la zone industrielle de Sidi Khettab, assurant plus de 100 emplois. Il a inauguré dans la même zone industrielle une usine de câbles électriques pour un investissement d'un milliard DA, générant 90 emplois. M. Yousfi a aussi visité l'usine de montage de véhicules de marque allemande «Volkswagen» dans la zone industrielle de Sidi Khettab, qui a réalisé le montage d'environ 15 000 véhicules depuis son entrée en service en juillet der-



Ph/D. R.

nier. Cette usine a été réalisée en vertu d'un protocole d'accord entre le groupe «Sovac» et l'usine de véhicules allemande «Volkswagen» suivant la règle 51/49. Première du genre dans le monde arabe et deuxième en Afrique, cette usine occupe une superficie de 150 hectares avec un investissement de plus de 20 milliards DA (170 millions d'euros). Sa capacité productive est de 12 000 véhicules en première année pour atteindre 100 000 véhicules de différents types touristiques et utilitaires dont les marques Skoda et Seat après cinq années. En visitant le com-

plexe intégré des métiers de textile dans cette zone industrielle, inscrit dans le cadre du partenariat algéro-turc, le ministre a indiqué que ce complexe est un pôle national de textiles qui couvrira le marché national et exportera ses produits vers l'étranger. Ce complexe industriel, le plus grand dans son genre au niveau africain est le fruit de l'accord paraphé au dernier trimestre de 2015 selon la règle 51/49 entre le groupe industriel algérien de textiles et le groupe turc «Taipa» spécialisé en textiles, selon la direction de l'industrie et des mines de la wilaya. Le projet

comporte deux étapes, la première qui tire à sa fin avec la réalisation de huit unités de tissage, couture et un centre d'affaires et un autre de formation. L'école de formation en métiers de tissage et couture a été réalisée pour une capacité d'accueil de 400 stagiaires. Un pôle immobilier résidentiel pour personnels (567 logements) y figure aussi. La deuxième étape qui sera lancée, une fois la première achevée, prévoit la réalisation de 10 autres usines de production de fournitures de vêtements prêts à porter, de fibres industrielles, de tissus et autres. Ce complexe dont

le délai de réception est fixé à 36 mois soit cette année pour la première phase, pour un investissement de 58 milliards DA permettra de générer 25 000 postes d'emploi. Le complexe, implanté sur une superficie de 250 hectares aura à satisfaire les besoins du marché national en vêtements de femmes, hommes et enfants avec une production d'environ 30 millions de mètres de tissus et 30 millions de pantalons jeans par an dont 40% seront réservés au marché national et 60% à l'exportation.

M. B.

Le ministre de la Formation professionnelle énonce les grandes lignes de l'apprentissage

Présentation aujourd'hui du projet de loi devant l'Assemblée nationale

Le projet de loi relatif à l'apprentissage sera présenté aujourd'hui devant l'Assemblée nationale, a affirmé le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, Mohamed Mebarki, qui a exposé, hier à Alger, les grandes lignes de ce projet de loi. Lors de son passage à la Radio algérienne, le ministre de la Formation professionnelle a déclaré que ce type de formation permettra de refondre et d'adapter le système de formation professionnelle aux besoins de l'économie nationale et de faciliter l'insertion des jeunes demandeurs d'emploi dans le monde du travail. Evoquant les spécificités de l'apprentissage, le ministre a souligné que «80% de cette formation se déroule au sein d'une entreprise économique ou chez

un artisans. Les 20% restants effectués dans les établissements de la formation professionnelle». Il a assuré que «ce mode de formation est aux normes, puisqu'il est utilisé par les pays développés, notamment en France, en Allemagne et en Suisse». Mebarki précise que les formés par apprentissage trouvent facilement du travail et sont souvent retenus dans les entreprises économiques où ils ont effectué leur stage pratique. «C'est pour cela que nous accordons une importance particulière à l'apprentissage en tant que meilleur moyen pour faciliter l'intégration dans le monde du travail», explique-t-il au micro de la Radio nationale. L'apprentissage est aussi la responsabilité de l'entreprise, dira le ministre, qui explique que «chaque société

doit prendre un nombre d'apprentis, en fonction de sa taille, et c'est une obligation de la loi». Concernant les sociétés qui ont fait défaut, l'invité de la Chaîne 3 affirme qu'elles sont soumises à une taxe d'apprentissage de 1% de leur masse salariale à verser à un fonds qui est utilisé par le Fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue (Fnac). Il signale que jusqu'au début de l'année 2017, le Fnac n'a pas été utilisé à cause d'un problème juridique, qui a été réglé à l'occasion de la loi de finances 2016. «Désormais, on peut prendre en charge un certain nombre de fonctions et d'activités dans le cadre du Fnac», s'est-il réjoui, avouant que le Fnac est bien doté financièrement vu que les taxes se sont accumulées depuis

des années. Pour rappel, un communiqué du Conseil des ministres a souligné que «l'Algérie possède un dispositif de formation et d'enseignement professionnels en mesure de prendre en charge 600 000 stagiaires chaque année», précisant que ce dispositif est notamment encadré par une législation qui a déjà subi plusieurs amendements, et qu'il s'avère utile de refondre totalement en tenant compte de la Constitution révisée qui dispose que l'Etat œuvre à la promotion de l'apprentissage, orientation déjà prise en charge dans le programme du secteur pour la période en cours. Le projet de loi qui accorde une place centrale à l'apprentissage propose une démarche qui s'adapte aux besoins de l'économie nationale et qui associe lar-

gement les entreprises et les employeurs. Il est prévu l'implication des employeurs dans la définition des besoins en matière de formation et d'apprentissage, ainsi que l'ouverture de toutes les entreprises présentes dans le pays à l'accueil des apprentis. L'encadrement de l'apprentissage sera assuré par les pouvoirs publics, y compris avec la création d'un corps d'inspecteurs dédiés. Le projet de loi prévoit également des encouragements aux apprentis à travers le versement d'un pré-salaire et la garantie de leurs droits sur les brevets de leurs inventions éventuelles. Enfin, un dispositif de conciliation est prévu pour statuer sur les éventuels litiges lors de l'exécution des contrats d'apprentissage.

Thinhinene Khouchi

Transport maritime et aérien

L'activité fret ouverte au privé national

■ Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a annoncé devant la commission des finances de l'Assemblée nationale populaire (ANP), que la branche fret dans le transport aérien et maritime sera désormais ouverte au privé national, en vue de satisfaire les demandes d'exportation. «Le gel a été levé sur la loi relative à cette activité», souligne le ministre.

Par Louiza Ait Ramdane

La part du pavillon national dans le transport de marchandises est à peine de 3% dans le domaine maritime. A cet effet, le ministre dira que la décision d'ouvrir le fret maritime et aérien aux opérateurs privés nationaux intervient dans le cadre de la nouvelle orientation de l'économie nationale vers l'exportation. Le cadre législatif relatif à l'ouverture du fret aérien existait depuis 1998 mais il est resté gelé. La levée du gel sur cette loi concernera en premier lieu le transport des marchandises. L'ouverture de cette activité au privé autorisera de transporter les produits locaux destinés à l'exportation, y compris les produits agricoles ce qui permettra de créer de nouveaux emplois, affirme M. Zaalane, soulignant qu'«Air Algérie ne peut satisfaire toutes les demandes des opérateurs en matière d'exportation de marchandises». Une journée d'information sera organisée prochainement au profit des opérateurs sur les modalités d'obtention d'autorisations de transport de marchandises par voie aérienne et maritime. Le premier responsable du secteur des transports a en outre indiqué que le gouvernement avait pris plusieurs mesures pour renforcer le transport maritime à travers un programme d'acquisition de 24 navires, précisant que 7 à 10 navires ont été achetés jusqu'à aujourd'hui, nous devons penser au secteur national avec ses deux composantes publique et privée, lance le ministre.

Pas de privatisation d'Air Algérie

Par ailleurs, le ministre qui souligne que la situation financière de la compagnie aérienne nationale est difficile, dont le déficit fin 2017 est estimé à 11 milliards DA, exclue une privatisation de la compagnie. Sur la situation de la compagnie nationale, notamment sur les grèves des travailleurs, la réévaluation des projets et l'état des routes, le ministre fera savoir qu'il est important de procéder à des études minutieuses avant le lancement des projets.

Parachèvement de tous les projets

Le parachèvement de l'ensemble des projets programmés et en l'amélioration des prestations, conformément aux objectifs des programmes du président de la République est l'objectif essentiel du département des transports et des travaux publics, à l'heure actuelle. Le premier responsable des deux secteurs précise que les projets relevant de son secteur qui n'ont pas encore été réceptionnés ou qui ne sont pas encore opérationnels, sont «des fonds dormants, car ils ne contribuent pas au développement économique, d'où l'objectif essentiel, qui est le parachèvement de ces projets, et l'amélioration des prestations». «En dépit de l'absence de nouveaux projets, durant les 3 dernières années, en raison de la situation financière, il n'en demeure pas moins que le grand



PH/D. K.

nombre des opérations de parachèvement des projets précédemment inscrits, confirme que la cadence de développement dans le secteur ne s'arrête pas», se félicite M. Zaalane. Fin 2017, une amélioration a été notée, à travers le paiement des créances de plusieurs entrepreneurs étrangers et locaux, et ce, grâce aux décisions du Conseil des ministres, lesquelles ont permis l'affectation d'un budget pour le versement de ces créances, fera savoir le ministre.

Port de Cherchell, lancement des travaux avant la fin du 1^{er} semestre

Concernant le port d'El Hamdania à Cherchell (Port Centre), le ministre annonce le

lancement des travaux avant la fin du 1^{er} semestre de l'année en cours.

Le lancement du projet avait été initialement prévu au mois de novembre dernier, mais l'on a préféré ne pas se précipiter, en vue de réunir toutes les mesures et toutes les conditions pour assurer, pour ce projet, un lancement dans les meilleures conditions, explique le ministre.

Par ailleurs, le ministre fait savoir que son secteur a consommé 17,302 milliards de DA, soit 85,87 % des crédits de paiement concernant le budget de fonctionnement contre 442,797 milliards de DA pour ce qui est du budget d'équipement, soit un taux de consommation de 43,75 % des crédits de paiement.

L. A. R.

Constantine

«La première tranche de l'extension de la ligne du tramway livrée courant 2018»

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a indiqué, hier à Constantine, que la première tranche du chantier d'extension de la ligne du tramway entre la cité Zouaghi et l'entrée de la ville Ali-Mendjeli, sur une longueur de 6 km, sera livrée courant 2018. En inspectant le chantier de l'extension du tramway, à l'entrée de la ville Ali-Mendjeli, le ministre a exhorté les responsables de l'entreprise Cosider, réalisatrice du projet, à renforcer le chantier «en moyens matériels et humains pour respecter les délais impartis», soulignant que la deuxième tranche de ce projet s'étendant jusqu'à l'université Abdelhamid-Mehri (Constantine 2), sur 4 km, sera livrée «ultérieurement». Mettant en exergue l'apport de ce projet dans l'amélioration de la mobilité des citoyens et l'allègement de la tension sur le trafic automobile entre les villes de Constantine et Ali-Mendjeli, M. Zaalane a annoncé que des «réunions périodiques»



avec les responsables de Cosider seront tenues pour «suivre l'avancement du chantier et lever toute réserve signalée». Le ministre des Travaux publics et des Transports avait entamé sa visite à Constantine par l'inspection du chantier de la tour de contrôle de l'aé-

roport international Mohamed-Boudiaf dont l'avancement des travaux affiche un taux de 68%, selon les explications fournies. In situ, le ministre a instruit les responsables du chantier à l'effet d'œuvrer à livrer le projet «d'ici septembre 2018», rappelant que cinq tours de contrôle sont actuellement en cours de réalisation à l'échelle nationale. Il a également inauguré le dédoublement d'un tronçon de la route nationale (RN) n° 20, reliant Constantine à Guelma. Le tronçon inauguré sur 25 km relie la commune d'El Khroub à Ain Abid et totalise quatre ouvrages d'art dont deux trémies, selon les données présentées au ministre. Le ministre des Travaux publics et des Transports poursuivra sa visite avec la mise en exploitation, depuis la commune de Zighoud Youcef, du tunnel d'El Kentour de l'autoroute Est-Ouest à la limite des frontières administratives entre Constantine et Skikda

Younès C.

LA QUESTION DU JOUR

Le double langage des économistes américains

Suite de la page une

Et puis est arrivé le moment où la banque centrale américaine, la Fed, se devait de démontrer que cette reprise est une réalité avérée, irréversible, en tout cas dans le court terme. Cette preuve, elle l'a en fait apportée elle-même en commençant à augmenter son taux d'intérêt principal, maintenu pendant plusieurs années à son plus bas historique, c'est-à-dire frisant zéro. A noter en passant que contrairement aux autres grandes banques centrales, en particulier l'européenne et la japonaise, elle-même n'a jamais pratiqué le taux d'intérêt négatifs. Après une série d'augmentations, pour la plupart survenues au cours de 2017, d'un quart de point à chaque fois, sans que la crise ne se ranime, mais sans que non plus la machine économique ne sorte de sa léthargie, les économistes, comme s'ils s'étaient donné le mot, ont fait sauter le qualificatif d'imparfaite devant le substantif de crise. Or dans un contexte de post-crise, les préoccupations des autorités économiques comme des experts normalement devraient changer. Il ne s'agit plus de voir comment relancer une économie mal portante, mais de s'interroger sur les politiques et les outils à mettre en œuvre pour éviter la surchauffe, l'exubérance, l'emballlement et son lot de symptômes spécifiques difficiles à guérir, au premier chef bien sûr l'inflation. On ne voit rien de tel aujourd'hui aux Etats-Unis. Bien loin de passer à autre chose, les économistes ont commencé la nouvelle année en se demandant si la Fed a les moyens de faire face à un éventuel regain de crise. S'ils se posent prioritairement cette question à son sujet, c'est parce qu'elle a déjà épuisé les moyens qui lui ont permis de faire en sorte que la Grande Récession ne se transforme pas en une deuxième grande dépression. Comme si 2018, censée pourtant être l'année de la consolidation de la reprise, n'ouvrirait pas sur une nouvelle période d'expansion, mais sur une toute autre perspective. Bien entendu, leur pessimisme serait à porter à leur actif s'ils n'envisageaient le pire que pour ne pas être entièrement pris par lui au dépourvu, si faisant mentir tous les pronostics c'est lui qui finalement advenait. Mais se seraient-ils décidés à se féliciter de la reprise s'ils avaient été partisans en toutes circonstances du doute méthodique ? Clairement, non.

M. H.

Un numéro vert pour toute doléance ou requête

Impliquer le citoyen dans la gestion des déchets

■ L'AND reçoit 200 appels par jour, au minimum, par le biais desquels les citoyens appellent non seulement à de meilleures collectes des déchets dans leurs zones de résidence mais aussi à leur traitement et récupération.

Par Ghania T.

Un numéro vert (3007) a été mis à la disposition des citoyens par l'Agence nationale des déchets (AND) pour toute doléance ou requête concernant la gestion des déchets dans leurs localités respectives, a indiqué à l'APS le directeur général de cette agence, Karim Ouamane. «Les citoyens appellent de plus en plus le numéro vert de l'AND en vue de faire part de leurs préoccupations concernant la gestion des déchets dans leurs localités respectives, démontrant ainsi une prise de conscience évolutive des ménages», relève M. Ouamane qui précise que ce numéro vert a été mis en place sur instruction de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, M^{me} Fatima-Zohra Zerouati. Selon lui, l'AND reçoit 200 appels par jour, au minimum, par le biais desquels les citoyens appellent non seulement à de meilleures collectes des déchets dans leurs zones de résidence mais aussi à leur traitement et récupération. A ce propos, il observe que de par ces appels à travers le numéro vert et des contributions formulées dans les plateformes d'échange, des forums de discussions et des réseaux sociaux, une plus grande prise de conscience est constatée chez les citoyens quant à l'importance de la gestion des déchets : «Les gens deviennent de plus en plus exigeants par rapport à la qualité du cadre de vie dans lequel ils vivent». Ces appels proviennent de l'ensemble du territoire national, mais en termes de nombre,



PH/D.R.

nible sur son site web, mis en place pour ce même objectif. Ce dispositif permet aux citoyens d'interpeller les autorités sur la gestion au quotidien des déchets, ajoute-t-il. «Les gens ne se limitent plus à signaler les défaillances dans la collecte des ordures mais rappellent, deux ou trois jours plus tard, pour vérifier que leurs doléances ont bien été transmises à qui de droit», selon lui. Les citoyens insistent notamment sur les horaires de collecte et réclament la mise en place, par leurs APC, des bacs adéquats pour la collecte et le tri des déchets. Grâce à ce dispositif, une «passerelle» entre l'émetteur de la requête et celui en charge de son exécution est créée de sorte que ceci profite aussi bien aux citoyens qu'aux opérateurs de collecte de déchets. «Nous transmettons directement les doléances des citoyens aux opérateurs», explique-t-il. A titre d'exemple, dans la wilaya d'Alger, les requêtes sont transmises aux deux opérateurs responsables de la collecte des déchets, à savoir Netcom et Extranet. Selon le même responsable, par le biais de la collaboration avec Netcom et Extranet, plusieurs «points noirs» ont été éradiqués dans la wilaya d'Alger grâce à l'intervention des citoyens à travers ce dispositif de réclamation. Cette gestion participative, avance-t-il, «veut que le citoyen signale, que l'opérateur nettoie et met à niveau sa gestion des déchets et que tout le monde y gagne de sorte que le citoyen puisse bénéficier d'un environnement sain et d'un meilleur cadre de vie».

G. T./APS

ils proviennent essentiellement des grandes villes où le poids des déchets est plus important. «On nous appelle principalement des villes du nord du pays vu que 65% de la population est concentrée dans cette région. D'autant plus que c'est une zone réduite comparativement au reste. Et s'il y a un problème relatif aux déchets, il est ainsi rapidement ressenti», observe-t-il. Selon les chiffres, le volume des déchets au niveau national est estimé à

12 millions de tonnes par an, dont 65% dans les zones urbaines et 35% dans les zones rurales, soit une moyenne de 0,85 kg par jour équivalent citoyen et dépassant un 1 kg dans les grandes villes. Pour ce qui est du reste du pays, le dispositif «est en train de se construire et de s'élargir», fait savoir le même responsable qui note qu'au niveau de l'AND, dès qu'une requête est reçue elle est transmise généralement aux

directions de l'environnement des wilayas en question, qui sont à même de contacter les opérateurs habilités pour sa prise en charge.

Une «passerelle» entre les ménages et les opérateurs de collecte de déchets

Outre ce numéro vert, l'AND dispose également d'un service de réclamation en ligne, dispo-

Entre le HCA et le ministère du Tourisme et de l'Artisanat

Signature aujourd'hui d'une convention de partenariat

Une convention de partenariat sera signée aujourd'hui, à Alger, entre le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et le Haut commissariat à l'amazighité (HCA), en vue de «consolider et promouvoir» l'utilisation de la langue amazighe dans le domaine touristique. L'objectif de cette convention, dont la cérémonie de signature sera présidée par le ministre du Tourisme et de

l'Artisanat, Hassen Marmouri, et le président du HCA, Si El Hachemi Assad, est de «consolider et promouvoir l'utilisation de la langue amazighe dans les divers domaines, activités et métiers du tourisme et de l'artisanat (promotion, formation, communication et orientations touristiques...), et ce, dans le cadre de la consolidation de l'unité nationale». Outre l'intégration de

tamazight dans la communication touristique (panneaux sur les sites, frontons des établissements hôteliers, spots), les principaux axes de ce partenariat s'articulent autour de «la promotion de l'artisanat traditionnel comme atout pour l'attraction touristique, la réalisation d'un glossaire des métiers en tamazight et l'organisation de rencontres de formation en direction

des guides touristiques». Soucieux de participer avec efficacité à la prise en compte et au traitement des nouvelles données requises par la récente stipulation constitutionnelle, le HCA «s'engage davantage à poursuivre et affiner son action par la coopération et le partenariat avec les départements ministériels». Il est à rappeler que le HCA, travaillant en étroite colla-

boration avec les institutions et organismes concernés de l'Etat, aux niveaux national et de wilaya, ainsi qu'avec de nombreux acteurs agissant dans le champ culturel, a suscité et signé de nombreuses conventions de partenariat mettant en place des cadres permanents de concertation et de mise en œuvre de programmes de travail conjoints.

K. L.

8^e édition du NAPEC à Oran

Près de 600 opérateurs attendus la fin mars

Près de 600 opérateurs actifs dans le domaine énergétique prendront part à la 8^e édition de la Conférence-exposition de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique du Nord (Napec 2018), prévue du 25 au 28 mars prochain à Oran, ont annoncé hier les organisateurs. Ces opérateurs – des sociétés de technologies et de services gravitant autour de

l'industrie pétrolière et gazière – proviendront d'une quarantaine de pays, notamment d'Afrique, a-t-on souligné de même source. Cet événement comprend un salon professionnel international dédié aux activités des fournisseurs de la technicité, des équipements et les solutions technologiques accompagnant l'exploration, la production et la com-

mercialisation des hydrocarbures. La conférence prévoit également une série de communications qui animeront des experts et des représentants de compagnies pétrolières internationales et des sociétés spécialisées en la matière. Les conférences porteront, entre autres, sur l'évolution des technologies liées à l'industrie pétrolière et gazière, la transi-

tion énergétique, les marchés, le marketing énergétique et autres thématiques d'actualité. Des ateliers et de tables rondes sont également programmés sur l'investissement et le partenariat. Parmi les nouveautés de cette édition, figure un atelier dédié tant aux jeunes cadres algériens du secteur de l'industrie pétrolière et gazière qu'aux nouveaux diplô-

més dans le domaine et ce, dans le cadre d'un échange avec les experts sur un ensemble de thématiques comme l'avenir énergétique dans le monde. La 7^e édition du NAPEC, abritée en mars dernier à Oran, a été marquée par la participation de 550 opérateurs internationaux. Elle a enregistré près de 25 000 visiteurs au salon.

Yanis F.

Fonds de régulation des recettes

Le FRR a couvert 83% du déficit du Trésor

■ Le Fonds de régulation des recettes (FRR) a couvert 83% du déficit du Trésor des neuf premiers mois de 2017, estimé à près de 946,2 milliards de DA, apprend-on auprès du ministère des Finances.

Par Mehdi F.

Ainsi, les prélèvements à partir de ce fonds ont atteint 784,46 mds de DA entre janvier et fin septembre 2017 alors que 206,6 mds de DA de déficit ont été couverts par des «financements non bancaires», selon la même source. A noter que la loi de finances 2017 a été élaborée sur la base d'un prix référentiel de baril de pétrole à 50 dollars, alors que son prix moyen sur les marchés mondiaux a légèrement dépassé ce niveau durant les neuf premiers mois de 2017. Entre janvier et novembre 2017, le prix moyen du baril de pétrole a atteint 52,71 dollars. Le reste du déficit du Trésor, soit 25,3 mds de DA, a été pris en charge par des fonds mobilisés par l'emprunt national

Ph.D. R.



pour la croissance économique, lancé en avril 2016. La LF 2017 a prévu un déficit du Trésor de 1 297 mds DA. Entre janvier et fin septembre 2017, les recettes fiscales pétrolières recouvrées ont augmenté à 1 579,64 mds DA. La LF 2017 a tablé sur une fiscalité pétrolière de 2 200 mds DA sur toute l'année en cours. Ainsi, le taux de réalisation jusqu'à fin août a été de 71,8%. Quant aux ressources ordinaires, elles se

sont chiffrées à 3 159,98 mds DA jusqu'à fin septembre 2017. Les ressources ordinaires effectivement enregistrées sont composées de recettes fiscales ordinaires de 1 979 mds DA sur les 9 premiers mois 2017, de recettes ordinaires de 183,39 mds DA, des recettes d'ordres, dons et legs de 29 millions de DA et de recettes exceptionnelles de 997,47 mds DA. Ainsi, les recettes budgétaires globales

(fiscalité pétrolière et ressources ordinaires) effectivement réalisées ont atteint 4 739,62 mds DA entre janvier et fin septembre 2017. La LF 2017 a prévu des recettes budgétaires annuelles de 5 635,5 mds DA. Le taux de réalisation a été donc de 84% sur les 9 premiers mois. Pour ce qui est des dépenses budgétaires effectivement engagées entre janvier et fin septembre 2017, elles se sont établies à 5 534,93

mds DA. Les dépenses d'équipement ont été de 1 982,65 mds DA alors que les dépenses de fonctionnement ont été de 3 552,27 mds DA. La LF 2017 a prévu des dépenses budgétaires de 6 883,2 mds DA (dépenses de fonctionnement de 4 591,8 mds DA et dépenses d'équipement de 2 291,3 mds DA). Le taux de réalisation a ainsi été de 80,4% jusqu'à fin septembre 2017.

M. F.

Pétrole

Le Brent à plus de 69 dollars à Londres

Les prix du pétrole se stabilisaient hier en cours d'échanges européens mais restaient proches de leurs récents sommets, alors que plusieurs acteurs du marché s'inquiètent du possible rebond de la production américaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 69,84 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 3 cents

par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février prenait 2 cents à 64,32 dollars. Les cours de l'or noir ont à nouveau repoussé leur plus haut niveau en fin de séance vendredi, à 69,87 dollars pour le Brent et à 64,50 dollars pour le WTI. «Même les investisseurs les

plus optimistes ont dû être surpris de voir la cadence de la hausse des prix depuis début 2018», a commenté un analyste, qui estime que «la relativement récente alliance de l'Opep et d'autres producteurs semble solide, et a un effet concret sur le marché». Pour rappel, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et dix autres producteurs, dont la Russie, se sont associés fin 2016

pour limiter leurs extractions dans le but de rééquilibrer le marché. L'accord a été renouvelé à deux reprises et court actuellement jusqu'à fin 2018. Mais certains acteurs du marché craignent que la hausse récente des prix ne galvanise les producteurs américains, qui ne sont pas tenus par l'accord. Selon les données les plus récentes de l'entreprise de services pétroliers, (ndlr) Baker

Hughes sur les forages américains, le nombre de puits actifs a augmenté la semaine dernière, ont noté des analystes, qui soulignent que cette hausse, publiée vendredi, est la plus marquée depuis juin. D'autres analystes expliquent que les producteurs américains commencent à augmenter la taille de leurs opérations, car leurs forages sont de plus en plus rentables.

Anissa A./APS

Changes

L'euro accentue sa hausse face au dollar

L'euro accentuait sa hausse face au dollar hier, grim pant à de nouveaux plus hauts en un peu plus de trois ans, toujours porté par un regain d'optimisme politique en Allemagne et monétaire en zone euro. L'euro valait 1,2263 dollar après avoir grimpé à 1,2269 dollar – son meilleur niveau depuis le 22 décembre 2014 où il avait atteint 1,2273 dollar – contre 1,2195 dollar vendredi soir. La monnaie unique européenne montait également face à la devise japonaise, à 135,58 yens pour un euro contre 135,43 yens vendredi. Le billet vert baissait face à la monnaie nipponne, à 110,56 yens pour un dollar – tombant à 110,52 yens, un plus bas en quatre mois – contre 111,06 yens vendredi. Depuis la fin de semaine dernière, «l'euro est porté par des attentes d'un resserrement plus tôt qu'attendu de la politique monétaire de la

BCE», la Banque centrale européenne ouvrant même la voie à une possible hausse de taux dès cet été, a estimé un analyste. Selon le compte rendu de la dernière réunion de politique monétaire de l'institution publié jeudi, si l'économie de la zone euro continue de croître et que l'inflation continue de se diriger vers le niveau cible de 2%, le Conseil des gouverneurs pourrait «réviser tôt» en 2018 les éléments de langage liés à sa position et ses attentes en matière de politique monétaire. En outre, «sur le plan politique, la coalition entre (la chancelière allemande) Angela Merkel et les sociaux-démocrates (du SPD) a été un fort soulagement, près de quatre mois après les élections en Allemagne», a déclaré un analyste. Mais l'on peut se demander si l'euro va parvenir à pérenniser ses gains, a prévenu la même

source. «De toute évidence, les progrès sur le plan financier en zone euro justifient une euro fort et dans le même temps le dollar ne trouve pas de soutien», mais «nous pensons que la hausse du cours a été un peu excessive et même si la monnaie unique devrait connaître une forte appréciation cette année, elle va avoir besoin rapidement de corriger le tir en baissant un peu», a poursuivi l'analyste. «Il faut garder à l'esprit le fait que la BCE ne va pas être ravie de voir le cours (de l'euro) au-dessus de 1,22 dollar car il s'agit du potentiel de croissance de la zone euro, en rendant les exportations de la région plus chères pour ses partenaires commerciaux externes», a expliqué le même analyste. Mais pour le moment, l'euro continuait de tirer parti de la faiblesse du dollar, d'autant plus que les volumes d'échanges devaient rester

faibles hier du fait de l'absence de nombreux cambistes américains en raison d'un jour férié hier aux Etats-Unis à la mémoire de Martin Luther King. Le yen, lui, progressait face au dollar et à l'euro après un discours du gouverneur de la Banque du Japon (BoJ) Haruhiko Kuroda hier, dans lequel il a jugé que l'économie japonaise continuait à se renforcer, ce qui devrait permettre de se rapprocher de l'objectif d'inflation de 2%, maintes fois repoussé. L'annonce par la BoJ il y a une semaine d'une légère réduction de ses achats mensuels d'obligations à long terme avait réveillé les spéculations sur un possible resserrement monétaire dans les mois à venir et fait nettement progresser le yen. La livre britannique baissait face à la monnaie unique européenne, à 88,90 pence pour un euro, mais montait face au billet vert, à

1,3793 dollar pour une livre, grim pant à 1,3808 dollar, au plus haut depuis fin juin 2016 et l'annonce de la décision des Britanniques de quitter l'Union européenne (UE). La devise suisse se stabilisait face à l'euro, à 1,1799 franc suisse pour un euro, après avoir atteint 1,1819 franc, son niveau le plus faible en trois ans. La monnaie suisse s'appréciait face à la devise américaine, à 0,9622 franc pour un dollar, atteignant 0,9620 franc, son niveau le plus fort en quatre mois. La monnaie chinoise grimpait face au billet vert, à 6,4335 yuans pour un dollar – atteignant 6,4171 yuans, son niveau le plus élevé en séance depuis début décembre 2015 – contre 6,4690 yuans vendredi après midi, quand elle avait atteint son niveau le plus fort en fin d'échanges depuis fin avril 2016.

R. E.

Constantine/El Khroub

Plus de 70 exclus de la liste des bénéficiaires des logements LPL

■ Au total, 72 noms ont été exclus du quota des 1 318 logements publics locatifs (LPL) dans la commune d'El Khroub (Constantine), a indiqué le chef de daïra d'El Khroub, Sadek Sbïa.

Par Lyes B.

S exprimant en marge de l'opération de tirage au sort pour l'attribution de ces 1 318 LPL, tenue à la salle omnisport de la commune d'El Khroub, le même responsable a indiqué que les personnes exclues de la liste des bénéficiaires «ne répondent pas aux conditions d'éligibilité» détaillant que les enquêtes de la commission chargée d'étudier les recours a confirmé que «les personnes écartées avaient bénéficié soit d'une aide financière, d'un logement ou d'une assiette foncière». Le même responsable, qui s'est félicité des conditions d'organisation de cette opération de tirage au sort a assuré également que «la porte des recours reste ouverte». Ce quota de logements, réalisé au profit des demandeurs de logements sociaux de la daïra d'El Khroub, relève d'un programme de plus de 5 200 unités de même type implantées dans la nouvelle ville Massinissa et dont les travaux de réalisation ont été entièrement parachevés, a-t-on rappelé. Une autre opération de tirage au sort, pour désigner les bénéficiaires des logements d'un programme de 1 550 logements à caractère social, «sera organisée mardi prochain», a-t-on appris des services de la wilaya.



Les autorités locales avaient récemment annoncé la distribution début 2018 de plus de 4 000 LPL, a-t-on rappelé de même source, faisant état de la distribution prévue de plus de 10 600 unités de même type «au courant de l'année 2018». Les logements devant être distribués à Constantine sont implantés dans

les pôles urbains intégrés de Massinissa et Ain Nehas (dans la daïra d'El Khroub) et au niveau de l'extension ouest de la ville Ali Mendjeli, a-t-on précisé, affirmant que les travaux de réalisation de ces programmes de logements ont été déjà achevés et qu'il ne restait que les travaux de VRD, dont les chantiers sont

en cours avec une cadence accélérée. De 2013 à 2017, plus de 20 000 LPL ont été distribués à Constantine (plus de 15 000 unités dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP) et plus de 3 000 LPL dans le cadre du logement social, a-t-on encore rappelé.

L. B/APS

Dédoulement de la ligne ferroviaire électrifiée de Tlemcen

73% d'avancement de la première tranche du projet

Les travaux de la première tranche du projet de dédoublement de la ligne ferroviaire électrifiée de Tlemcen a atteint un taux d'avancement de 73%, a révélé la direction locale des Transports. Confié à une société italienne pour un coût de 174 milliards DA, ce tronçon s'étend sur une distance de 44 kilomètres de la commune d'Ain Nahala à l'est de la wilaya jusqu'à la gare ferroviaire de Tlemcen, a indiqué, le chef de service transport ferroviaire de la direction des Transports, Bouzidi Mohamed. Ce projet prévoit la réalisation de 23 ouvrages d'art, dont 14 concrétisés, un viaduc de 2 km de long et de 130 mètres de hauteur sur Oued Isser à proximité

de la commune de Sidi Senoussi, ainsi que la pose de rails, l'alimentation en énergie électrique et la réhabilitation de la gare ferroviaire de Tlemcen. Le responsable a fait état de la réalisation en cours des travaux la deuxième tranche du projet de dédoublement de la ligne ferroviaire électrifiée reliant l'ancienne gare de Tlemcen à celle de «Akid Abbès» à Maghnia sur 66 km, qui comprend des ouvrages d'art dont 34 ponts et 8 tunnels de 7 km de long reliant Beni Mester et Sabra. Ce tronçon de la ligne ferroviaire traverse plusieurs régions de la wilaya, dont Mansourah, Sabra, Bouhrou, Sidi Medjahed et Maghnia, a ajouté le responsable, pré-

sant que les travaux de cette tranche, d'un coût de 117 milliards DA, ont été confiés à deux entreprises algérienne et turque. Ce projet, qui devra être réceptionné en fin d'année courante, permettra d'utiliser des wagons à grande vitesse de 220 km l'heure, selon la même source. Cette ligne ferroviaire en cours de réalisation dans la wilaya de Tlemcen entre dans le cadre du projet de dédoublement de la ligne ferroviaire électrifiée reliant Oued Tlélat (Oran) à la gare ferroviaire de Tlemcen sur une distance de 198 km.

Hocine A.

Annaba

La filière de la tomate industrielle cible une production de plus de 1 030 000 qx

La filière de la tomate industrielle dans la wilaya d'Annaba cible une production de plus d'un million trente-mille (1 030 000) quintaux au titre de l'actuelle saison agricole 2017-2018, a déclaré le directeur local des services agricole (DSA), Mohamed Kherroubi. Afin de relever ce défi, la superficie globale consacrée à cette filière a été revue à la hausse passant de 1.910 hectares l'an passé à 2 231 hectares cette saison, a indiqué

le responsable, affirmant que le secteur se dirige, à travers l'investissement, l'élargissement des surfaces agricoles exploitées et la mécanisation de cette activité, vers «la concrétisation des objectifs assignés à la filière de la tomate industrielle dans la wilaya d'Annaba». Ce cheminement se confirme par la hausse du rendement moyen par hectare qui est passé l'année dernière à 600 quintaux/hectare et atteignait même des chiffres excep-

tionnels dans certaines exploitations mécanisées de la wilaya, à l'instar de l'exploitation de Aïssa Gherbi dans la commune d'El Bouni qui a enregistré un rendement moyen de 12 000qx/hectare, a-t-il ajouté. M. Kherroubi a, par ailleurs, fait savoir que sur la superficie globale dédiée à la culture de la tomate industrielle dans la wilaya d'Annaba, plus de 450 hectares sont irrigués au moyen du système du goutte-à-goutte et près de 1 300 hectares

le sont par le système d'appoint. En plus de l'investissement dans les pépinières, l'élargissement du réseau des transformateurs de la tomate est attendu dans cette wilaya qui dispose actuellement de trois unités de transformations, a-t-on indiqué. Les principales exploitations de la filière dans la wilaya d'Annaba se répartissent sur les communes d'El Eulma, de Chorfa, d'El Hadjar, d'Ain El Berda, de Berrahal et d'El Bouni.

Y. A.

Naama

Placement de plus de 3 100 demandeurs d'emploi en 2017

PAS MOINS de 3 113 demandeurs d'emploi ont été placés dans des postes d'emploi dans la wilaya de Naama durant l'année écoulée au titre du dispositif classique et d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), a-t-on appris de l'Agence de wilaya de l'emploi (AWEM). Il a été procédé au placement de 1.821 demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de contrats de travail au niveau des chantiers des entreprises activant au niveau de la wilaya, outre celui de 1 292 chômeurs inscrits aux branches de l'AWEM au titre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, a indiqué le directeur de l'agence, Mokadem Mohamed Salah. Les placements classiques sont établis comme suit : 1.812 contrats de travail à durée limitée (CDD) et 9 à durée illimitée (CDI) dont 414 au niveau d'entreprises publiques et 985 au secteur privé ainsi que 422 postes au secteur privé étranger. Un taux de 45 % des contrats de travail ont été donnés aux jeunes sans qualification, alors que le taux des universitaires demandeurs d'emploi a atteint 14%. Les offres d'emploi dont ont bénéficié les chômeurs de la wilaya en 2017 sont réparties par secteurs d'activités, dont 589 contrats dans le secteur de l'industrie, 499 dans les travaux publics, 715 dans les services et 9 dans le secteur agricole, a-t-on ajouté. Les recrutements de l'AWEM sont répartis selon les formules des contrats de DAIP en 222 contrats d'insertion de diplômés universitaires et 967 des diplômés des centres de formation professionnelle, outre 103 contrats d'insertion de non qualifiés sans niveau d'instruction.

APS

El Bayadh

Recouvrement de plus de 180 millions DA de loyer par l'OPGI

L'OFFICE de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a recouvré, jusqu'à la fin de l'année dernière dans la wilaya d'El Bayadh, 186 millions DA de loyers impayés, a-t-on appris auprès du directeur de l'OPGI, Djabri Abderrahmane a indiqué que ce montant recouvré représente la moitié des loyers impayés par les occupants de logements publics locatifs à travers le territoire de la wilaya. Le même responsable a souligné que 50% des 9 500 locataires sont en retard de paiement de leurs loyers et que ses services ont initié une action de sensibilisation pour exhorter les retardataires à s'acquitter de leurs dus. L'OPGI a entrepris une série de facilités au profit des retardataires dont celle de versement en tranches et la possibilité de rééchelonnement en fonction des revenus mensuels des locataires. En cas de non versement des dettes, des procédures judiciaires seront prises sous peine de résiliation des contrats de location et récupération des logements.

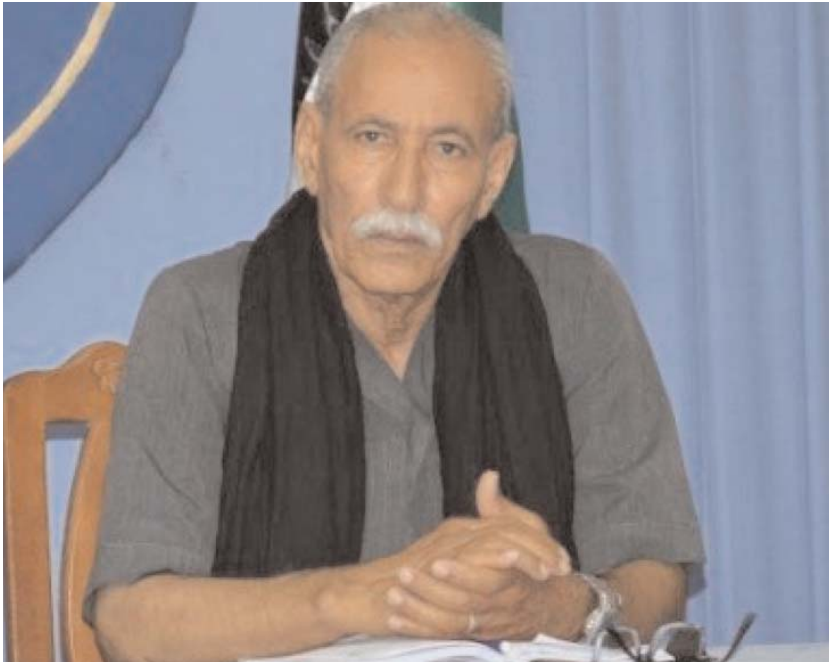
R.R.



Sahara occidental

Le président Ghali salue la position indéfectible de l'Algérie

■ Le président sahraoui, Brahim Ghali, a exprimé sa profonde reconnaissance à l'Algérie pour sa position indéfectible en faveur de la lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination, saluant les efforts du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour l'instauration de la paix à travers le monde, a indiqué, dimanche, un communiqué de l'Assemblée populaire nationale.



Par Amel N.

Le président Ghali, qui a reçu samedi le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'étranger à l'APN, Abdelhamid Si Affif et la délégation qui l'accompagnait dans les camps des réfugiés sahraouis, «a exprimé sa profonde reconnaissance à l'Algérie pour sa position indéfectible en faveur de la lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination et son indépendance», a précisé le communiqué. M. Ghali s'est félicité de la dynamique que connaît le mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui depuis la conférence de Paris, saluant la participation algérienne. Il a, à cette occasion, exprimé «sa profonde reconnaissance au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour l'instauration de la paix à travers le monde et la

défense des droits des peuples opprimés». Il a mis en exergue l'expérience du Président Bouteflika et son parcours militant qui représente «un symbole du militantisme pour la liberté et l'égalité dans le monde». Réitérant le soutien de l'Algérie au peuple sahraoui, M. Si Affif a rappelé les victoires réalisées notamment la décision de la Cour de justice européenne et les conclusions de l'avocat général, jugeant invalide l'accord de pêche UA-Maroc ainsi que la participation de la RASD, en tant qu'Etat fondateur de l'UA, au sommet UA-UE. M. Si Affif qui œuvre de concert avec le député Jean-Paul Lecoq à la concrétisation de leurs propositions, à savoir la création d'un réseau de parlementaires solidaires avec la cause sahraouie, a indiqué que l'action de solidarité «connaîtra une nouvelle dynamique». Au siège de l'Assemblée nationale sahraouie, M. Si Affif a

affirmé le soutien des députés algériens à leurs homologues sahraouis, mettant l'accent sur «la nécessité de la communication entre les deux Parlements en vue de renforcer les relations de fraternité et de solidarité». La délégation algérienne s'est rendue ensuite au siège du ministère des Affaires étrangères pour assister à la clôture des travaux de la réunion de la Coordination européenne de soutien au peuple sahraoui (Eucoco). A cette occasion, M. Si Affif a salué les efforts consentis par la coordination, affirmant sa pleine adhésion pour la création du réseau parlementaire dans les plus brefs délais.

L'arrêt de la CJUE et les conclusions de l'avocat général confirment l'occupation marocaine

Le président sahraoui, Brahim Ghali, a affirmé que «l'arrêt de la Cour de justice européenne (Cjue) et les conclusions de l'avocat général confirment que la présence marocaine au Sahara occidental n'est autre qu'une occupation militaire illégale». «Les arguments de l'avocat général sont irrécusables, les preuves irréfutables et les lois internationales incontestables», a indiqué le secrétaire général du Front Polisario en recevant samedi les membres du comité de suivi de la mise en œuvre des décisions de la conférence des coordinations européennes de solidarité avec le peuple sahraoui, déplorant «l'existence de milieux qui dévalorisent l'effort juridique des experts et spécialistes représentant la pensée et la civilisation européenne et les valeurs de justice, de transparence et de crédibilité qu'ils défendent». «Toute tentative visant à justifier la coopération européenne avec l'occupation marocaine est une violation des principes du droit européen et du droit international humanitaire et une atteinte aux droits du peuple sahraoui et à sa souveraineté sur ses richesses naturelles», a-t-il soutenu, ajoutant que «c'est même une perpétuation de la persécution d'un peuple opprimé et la violation des principes du droit européen, du droit international et du droit international humanitaire». «Il est difficile de croire qu'il y a, aujourd'hui, en Europe des parties qui ne respectent pas les valeurs et transgressent les principes de légalité internationale», a-t-il affirmé. «Une position européenne logique et responsable doit défendre le droit indéfectible du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance», a-t-il indiqué. Le président sahraoui a salué les représentants du mouvement international de solidarité avec le peuple sahraoui qui ont choisi de participer à la réunion du bureau de coordination «Task force», tenue pour la première fois dans les camps des réfugiés sahraouis, remerciant toutes les délégations venues d'Algérie, d'Angola, d'Egypte, d'Espagne, de France, du Ghana, d'Italie, du Nigeria, d'Afrique du Sud, de Suède et de Suisse.

A. N./APS

Mauritanie Difficultés dans le changement d'unité de la monnaie nationale

LE 1^{ER} JANVIER 2018, le billet de 1 000 ouguiyas a été remplacé par un billet de 100 ouguiyas, mais il garde la même valeur. En Mauritanie, le changement d'unité de la monnaie nationale se fait avec difficultés. Depuis le 1^{er} janvier, les ouguiyas ont perdu un zéro. Les billets de 5 000, 2 000 ou 1 000 ouguiyas etc. sont remplacés par de nouveaux de 500, 200 ou 100. Ce changement d'unité n'a pas d'impact sur la valeur de l'ouguiya sur le marché international ni sur son pouvoir d'achat sur le marché national. Mais la population mauritanienne a du mal à s'habituer à ce changement. Depuis près de deux semaines, de longues files d'attente s'observent devant les établissements bancaires de Mauritanie. Les Mauritaniens viennent changer leurs anciens ouguiyas pour les nouveaux qui ne plaisent guère. «Il y a trop de pièces», confie Aminetou Mint el Moctar, présidente de l'Association des femmes chefs de famille. «Déjà qu'il est difficile pour le citoyen lambda de comprendre cette nouvelle monnaie, ces pièces n'ont aucun sens pour nous», conclut-elle. De fait, la plupart des petits commerçants, les chauffeurs de taxi, les vendeurs de crédit de téléphone refusent de participer à la réunion du bureau de coordination «Task force», tenue pour la première fois dans les camps des réfugiés sahraouis, remerciant toutes les délégations venues d'Algérie, d'Angola, d'Egypte, d'Espagne, de France, du Ghana, d'Italie, du Nigeria, d'Afrique du Sud, de Suède et de Suisse. Le sac de 50 kilos de riz par exemple est ainsi passé de 14 000 anciens ouguiyas à 15 000. Le paquet de cigarettes de 800 à 1 000 ouguiyas. Cette hausse des prix augmente la confusion générale, car les Mauritaniens ont le sentiment qu'en perdant un zéro, leur monnaie a aussi perdu du pouvoir d'achat. Certains parlent même de dévaluation cachée.

RFI

Tunisie

Reprise des affrontements dans plusieurs régions du pays

La nuit de dimanche à lundi a été marquée par la reprise des violences, des actes de vandalisme, des tentatives de pillage par des jeunes casseurs dans plusieurs régions ayant été soldés par des arrestations parmi les fauteurs de troubles. Après la commémoration du 7^e anniversaire du 14 janvier, marquée par différentes manifestations pacifiques à l'Avenue Bourguiba et dans d'autres régions, qui se sont déroulées sans encombre, la nuit du dimanche a été marquée, à la faveur de l'obscurité, par les actes

de vandalisme de saboteurs qui ont tenté de créer le chaos pour piller les biens publics et privés. A la cité Ettadhamen, des jeunes adolescents ont brûlé des pneus et incendié des poubelles, fermant la route 105, principale artère dans le quartier, afin de provoquer les sécuritaires mais ne sont pas arrivés à leurs objectifs. Même son de cloche aux Kram où des affrontements ont opposé les fauteurs de troubles aux forces de sécurité et à Feriana, au gouvernorat de Kasserine, où des échauffourées ont opposé forces sécuri-

taires et certains habitants de la ville. Au Kram 8, des individus ont été arrêtés alors qu'à la Manouba 23 personnes impliquées dans l'incendie du poste de police ont été interpellées. A la lumière de ces événements, il apparaît clairement que les rassemblements nocturnes ont pour unique but de se livrer à des actes de vandalisme et à des pillages et sont l'œuvre de délinquants.

R. M.



Irak

Un double attentat suicide fait au moins 31 morts au centre de Bagdad

■ Le Premier ministre irakien a appelé hier à «éliminer les cellules dormantes» jihadistes après un double attentat suicide ayant fait au moins 31 morts dans le centre de Bagdad, le deuxième dans la capitale irakienne en trois jours.

Par Rosa C.

Ces attentats surviennent au lendemain de l'annonce par le Premier ministre Haider al-Abadi, de sa candidature aux législatives du 12 mai à la tête d'une liste nommée l'Alliance de la victoire, un peu plus d'un mois après avoir annoncé «la fin de la guerre» contre le groupe jihadiste État islamique (EI). Tôt hier, à l'heure où les travailleurs journaliers, notamment ceux du bâtiment, se postent pour être embauchés par des employeurs qui les prennent à bord de leur pick-up, la place Tayaran, un carrefour très passant du centre de Bagdad a été secouée par deux explosions. «Deux kamikazes» se sont fait exploser, a indiqué le général Saad Maan, porte-parole du commandement conjoint des opérations, qui réunit l'armée et la police.

Cette double attaque a fait «31 morts et 94 blessés», a indiqué un officier de police à l'AFP, s'exprimant sous le couvert de

l'anonymat. La place Tayaran, où ambulances et forces de sécurité étaient arrivées en nombre après l'attaque, a été visée à de nombreuses reprises par des attaques, souvent meurtrières. Selon l'expert des mouvements jihadistes Hicham al-Hachémi, plusieurs attentats y ont fait quelque 180 morts depuis 2011, souvent «à l'approche d'élections ou juste après un scrutin». Ils visent à «créer le chaos et à exacerber les divisions confessionnelles», affirme-t-il encore à l'AFP.

Quelques heures après ces attentats, une bombe a explosé dans l'est de Bagdad, faisant un mort et six blessés, a encore affirmé l'officier de police.

Après une période de calme relatif, la capitale irakienne a fait face à une recrudescence d'attentats après le lancement fin 2016 de l'offensive pour reconquérir Mossoul, deuxième ville du pays et fief des jihadistes. La ville a été reprise à l'EI en juillet 2017. L'EI a commis de nombreux attentats sanglants à Bagdad et dans le reste du pays.

Samedi soir, un attentat suicide perpétré près d'un point de contrôle des forces de sécurité aux abords d'une place très fréquentée dans le nord de Bagdad avait fait cinq morts. Ces dernières attaques n'ont jusqu'ici pas été revendiquées.

Peu après celle de hier, M. Abadi a tenu une réunion d'urgence avec le commandement conjoint des opérations et des responsables des services de renseignement.

Il leur a demandé d'agir «pour éliminer les cellules dormantes de l'EI et d'assurer la sécurité des citoyens», a indiqué un communiqué de son bureau.

En décembre, l'Irak a annoncé la «fin de la guerre» contre l'EI, chassé de la région de Bagdad mais aussi de l'ensemble des zones urbaines et peuplées qu'il contrôlait en Irak. Des cellules jihadistes sont toutefois encore actives au nord de la capitale irakienne. La question de la sécurité dans un pays en proie depuis l'invasion de 2003 emmenée par les États-Unis à des violences meurtrières, pèse dans le choix des électeurs appelés à choisir leurs députés



Ph. > D. R.

en mai. M. Abadi y affrontera son prédécesseur Nouri al-Maliki, membre du même parti Daawa. Les deux hommes ont décidé de former deux listes concurrentes. Dans cette course, M. Abadi, 65 ans, part avec un atout de taille: il est parvenu à rallier 18 listes représentant le Hachd al-Chaabi, ces unités paramilitaires ayant

appuyé les forces gouvernementales dans la guerre contre l'EI. Le Hachd est dominé par les milices chiites soutenues par l'Iran, poids lourd régional. Le scrutin aura lieu à la proportionnelle dans les 18 provinces du pays pour élire 328 députés le 12 mai.

R. C.



Points chauds

Attention

Par Fouzia Mahmoudi

Si les Démocrates américains continuent de maintenir leurs accusations contre Donald Trump et son implication avec Moscou pour influencer l'élection présidentielle américaine, la diplomatie russe n'hésite pas à critiquer sévèrement l'action du président Républicain. En effet, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a exprimé hier son inquiétude concernant l'ultimatum de Donald Trump pour un durcissement de l'accord sur le nucléaire iranien, se prononçant pour son maintien en l'état et jugeant «dangereuse» la recherche d'un nouveau compromis. «Les dernières déclarations (du président américain) ne suscitent pas l'optimisme et ne renforcent pas la stabilité» de cet accord historique entre l'Iran et les grandes puissances, a déclaré Lavrov lors d'une conférence de presse. «Nous allons continuer de travailler au maintien» de l'accord, a-t-il ajouté, «Nous allons continuer de travailler pour nous assurer que les États-Unis acceptent la réalité, et la réalité, c'est que l'Iran remplit ses obligations» conformément à l'accord signé en 2015 à l'issue de négociations extrêmement longues et difficiles, a martelé le ministre russe. Le président américain Donald Trump a lancé vendredi aux Européens un ultimatum pour durcir dans les prochains mois les termes de l'accord sur le nucléaire iranien, s'ils veulent éviter un retrait pur et simple de Washington. Lavrov a mis en garde les Européens qui, selon lui, «cherchent un compromis» face à cet ultimatum des États-Unis. «Cela risque de (les) emmener sur une mauvaise pente, vers une direction très dangereuse», a-t-il prévenu. Le ministre russe a aussi fait un parallèle avec les prétentions nucléaires de la Corée du Nord: si l'accord avec l'Iran est rendu caduc, «alors mettez-vous à la place de la Corée du Nord», a-t-il lancé. Samedi, son vice-ministre Sergueï Riabkov avait qualifié de «très mauvais calcul» et de «grave erreur» une éventuelle sortie des États-Unis de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran. Téhéran, qui a rejeté toute modification de cet accord historique, garde pour l'instant le soutien de tous les partenaires du texte hormis les États-Unis: la Russie, Grande-Bretagne, Chine, France, Allemagne et l'Union européenne. Donald Trump, après une année plutôt calme, comparée au chaos prôné par beaucoup, commence ces dernières semaines à mettre les pieds dans le plat et à perturber et mettre en danger la sécurité de la communauté internationale. Ses décisions unilatérales sur des sujets ultrasensibles inquiètent désormais les plus proches alliés de Washington qui craignent des actions aux conséquences inattendues et néfastes pour le maintien de la paix dans différents régions de la planète.

F. M.

Débat sur l'immigration

Donald Trump se défend d'être «raciste»

Le président américain Donald Trump s'est défendu dimanche d'être «raciste» après que des médias ont rapporté ses propos sur des personnes venant de «pays de merde», qui ont suscité un torrent d'indignation à travers le monde et envenimé le débat au Congrès sur le statut de centaines de milliers d'immigrés aux États-Unis. «Je ne suis pas raciste. Je suis la personne la moins raciste que vous n'avez jamais interviewée», a déclaré à des journalistes le président américain depuis son club de golf de West Palm Beach, en Floride, où il dînait dimanche avec le chef de la majorité de la Chambre des représentants. M. Trump a accusé dimanche ses adversaires démocrates de faire preuve de mauvaise volonté pour trouver un accord sur le programme Daca (Deferred Action for Childhood Arrival) qui a permis à 690 000 jeunes immigrés, arrivés illégalement aux États-Unis, d'étudier et d'y travailler en toute légalité.

«Nous sommes prêts, désireux et capables d'obtenir un accord sur le Daca», a-t-il dit. Mais «je ne pense pas que les démocrates veulent le conclure», a-t-il martelé.

Le programme Daca, mis en place sous la présidence de Barack Obama, est au cœur d'un bras de fer entre le président, qui a annoncé sa suppression – abrogation suspendue en janvier par un juge fédéral de Californie

–, et les démocrates qui veulent le préserver. Le milliardaire a proposé un pacte donnant-donnant: une solution pour les «Dreamers» – surnom des jeunes du programme Daca – en échange du financement du mur controversé qu'il a promis lors de sa campagne présidentielle d'ériger à la frontière avec le Mexique.

Il a donné jusqu'à début mars aux parlementaires pour trouver un compromis sur le sujet. Il réclame aussi la suppression de la loterie annuelle de cartes vertes (permis de séjour de longue durée) et une réforme de l'immigration légale pour réduire le rapprochement familial.

Les législateurs démocrates «ne veulent pas de sécurité à la frontière», a soutenu dimanche le président.

Il a réitéré dimanche son opposition au système de loterie pour attribuer des visas.

«En tant que président, je veux des gens qui viennent dans notre pays pour nous aider à retrouver notre force et notre grandeur, des gens qui viennent via un système basé sur le mérite. Plus de loteries! #L'AMÉRIQUE D'ABORD», a-t-il écrit sur Twitter.

Le débat déjà difficile entre démocrates et républicains pour trouver un compromis sur ce sujet s'est encore envenimé ce week-end après les déclarations attribuées à Trump sur des «pays de merde» visant, selon les médias, des pays d'Afrique ainsi

qu'à Haïti et le Salvador. «Je crois que cet homme, le président, nous ramène en arrière», a déclaré sur la chaîne ABC le député démocrate de Géorgie, John Lewis, qui avait été aux avant-postes du mouvement pour les droits civiques dans les années 60.

«Je pense qu'il est raciste», a lâché l'élu.

Le sénateur républicain de Géorgie David Purdue a lui pris la défense de Trump et estimé que les accusations de racisme à son encontre étaient «ridicules». D'autres élus républicains se sont toutefois montrés critiques. «Je ne peux pas défendre l'indéfendable», a affirmé sur CNN Mia Love, une députée de l'Utah d'origine haïtienne et qui avait fait campagne pour Trump.

Le milliardaire avait déjà affirmé vendredi dans un tweet n'avoir «jamais dit de mal des Haïtiens», après avoir déjà nié l'utilisation de l'expression «pays de merde» pour qualifier Haïti lors d'une réunion sur l'immigration jeudi.

«Le langage que j'ai utilisé lors de la réunion était dur mais ce ne sont pas les mots utilisés», a affirmé sur Twitter le milliardaire.

Mais le sénateur démocrate Dick Durbin, présent lors de la réunion, a assuré que le président avait bien utilisé «plusieurs fois» l'expression injurieuse.



Opéra Boualem-Bessaih

Des artistes étrangers s'invitent à Alger

■ L'Opéra d'Alger propose, en ce mois de janvier, un programme musical de variété internationale. Après le spectacle du 17 janvier qui sera animé par une formation musicale hongroise, c'est le duo italien Vera Marenco et la pianiste Valentina Messa d'offrir un spectacle de musique moderne pour la soirée du 19 janvier avant de céder la scène à l'opéra Carmen, le 28 du mois courant.



Par Abla Selles

L'opéra d'Alger Boualem-Bessaih propose, en ce mois de janvier, un programme musical de rythmes variés. En effet, des spectacles de haute facture sont proposés au public qui aime découvrir les musiques et cultures universelles. La première soirée sera animée par une formation musicale hongroise.

C'est dans le cadre du renforcement des relations culturelles entre l'Algérie et la Hongrie que des musiciens et solistes hongrois assurent la présentation de la musique de leur pays aux Algérois. Après la Hongrie, c'est l'Italie qui fera danser le public

de l'Opéra d'Alger lors d'un spectacle musical animé par la chanteuse italienne Vera Marenco et la pianiste Valentina Messa. Intitulé «Musiques du XX^e siècle», le spectacle proposé par le duo italien sera une occasion pour redécouvrir la musique contemporaine de ce pays ami.

Ce programme musical sera clôturé par la version concert du célèbre opéra adapté la nouvelle de Mérimée sur scène. Prévu pour le 28 du mois de janvier courant, avec les solistes Goshka Kowalinsk dans le rôle de Carmen, Amadi Lagha dans le rôle de Don José, Anissa Hadjarsi dans le rôle de Micaela et Adel Brahmi en Escamillo, le spectacle sera animé sous la direction du maestro Amine Kouider.

Présenté déjà la semaine passée, ce spectacle en quatre actes nous fera redécouvrir l'histoire de la bohème de Séville «Carmen».

A. S.

Célébration de Yennayer à Laghouat

Des coutumes et rituels ancrés à portée agricole

Des coutumes et rituels sociaux à haute signification d'un attachement aux activités agricoles et à la terre demeurent ancrés auprès de la population de Laghouat qui œuvre à les perpétuer par des festivités revivifiantes dans le cadre de la célébration du Nouvel An amazigh. «El-Aâm El-Guedim», nom donné à la nuit du 12 janvier pour exprimer la fin d'une année, et l'avènement d'une nouvelle «Aâm Djedid»

sont des repères calendaires adoptés par les Laghouatis pour célébrer, comme de coutume, Yennayer, Nouvel an amazigh, selon des personnes âgées de la wilaya de Laghouat. Dans ce sens, Hadja Oum-El-Kheir, octogénaire vivant à la cité El-Wiam (concorde) à Laghouat, n'a pas hésité à apporter son témoignage quant à l'authenticité de ce patrimoine ancestral.

Elle avance une panoplie de termes intimement liés à cette

fête, dont le mois de «doujember» ou «jember» (décembre), «nayer» (janvier), «mardoud» (plat traditionnel), en sus d'autres idiomes rituels pour cette nuit, dont «doujember mat» (l'année se termine) et «aâm khech» (la nouvelle année est entamée). El-Hadja a expliqué que le jour du 12 janvier «Yennayer» est mis à profit également par les chasseurs pour organiser des sorties en forêt, dont les gibiers obtenus (lièvres

ou perdrix) servent à agrémenter le plat festif de la soirée, suivi de gâteaux traditionnels. Le plat du «mardoud» (berkoukes), poursuit-elle, se prépare en cette nuit pour perpétuer la tradition de «tekhlal el-borma», un rite consistant à ajouter un grain de fève ou de pois chiche qui présagera pour le chanceux qui le trouvera dans la sauce qui lui est servie d'une année de prospérité et de chance.

M. K.

Prévu du 16 janvier au 2 février

Un atelier d'écriture Slam s'organise à Oran

Une douzaine de slameurs et poètes amateurs ont été sélectionnés pour participer à un atelier d'écriture Slam noir sur blanc, qui sera organisé par le collectif «Awal» du 16 janvier au 2 février prochain, a-t-on appris dimanche auprès des initiateurs du projet.

L'atelier, qui sera encadré par

les poétesses et slameuses, Zoulikha Tahar et Samia Bezaghoud, co-fondatrices du collectif «Awal», se déroulera à la galerie «Civ-œil» sur trois étapes: inspiration, structuration et mise en scène, a indiqué dimanche à l'APS Zoulikha Tahar.

La ville d'Oran compte des dizaines de passionnés de cet

art oratoire, entre professionnels et amateurs, a fait savoir M^{me} Tahar, ajoutant que l'organisation de cet atelier répond aux nombreuses demandes de jeunes poètes et slameurs, qui écrivent sans pouvoir partager leur art. «Ce genre d'atelier vise à libérer la parole et permettre aux jeunes de s'exprimer», a-t-on

souligné. La première étape de cet atelier consiste à titiller l'inspiration à partir d'exercices qui partent d'un mot, d'une phrase, d'une thématique et accompagner le candidat dans un processus pour le développement de son texte avec ses propres mots et ses propres émotions, a-t-elle expliqué.

La seconde étape consiste à encadrer les candidats à structurer leurs textes, à travailler les rimes et à leur donner un rythme, de façon à aboutir à un texte cohérent et attractif, qui véhicule une émotion et une pensée, a-t-elle dit, ajoutant qu'il s'agit d'inciter les candidats à s'approprier leurs textes et à développer leurs façons particulières de les déclamer.

La dernière étape concerne une mise en scène au bout de laquelle les candidats seront en mesure de clamer leur texte, accompagnés d'une musique.

Le fruit de cet atelier sera présenté le 2 février dans un spectacle Slam amateur qui se déroulera au niveau de l'Institut français, partenaire dans l'organisation de cet atelier.

L. B.

20 ans après «Urgences»

George Clooney revient dans une série à la télévision

L'ACTEUR et réalisateur américain George Clooney va produire, co-réaliser et jouer dans une nouvelle série, «Catch-22», adaptée du roman de Joseph Heller, signant son retour à la télévision presque 20 ans après avoir quitté la série «Urgences». La série ne fera que six épisodes, a annoncé, dans un entretien au Hollywood Reporter, Amy Powell, présidente du studio Paramount Television, qui produit la série avec la maison de production Anonymous Content. Des pourparlers sont en cours avec la plateforme de diffusion vidéo en ligne Hulu, a indiqué à l'AAPP une

source proche du dossier, confirmant les informations de plusieurs médias américains.

Selon Amy Powell, l'acteur de 56 ans qui a déjà remporté deux Oscars, percevra autour d'un million de dollars par épisode pour sa participation à «Catch-22». Ce sera la première fois que George Clooney campera un personnage récurrent à la télévision depuis son passage dans «Urgences» (1994-2009), la série qui en a fait une célébrité. Il y a joué le rôle du docteur Doug Ross, qui avait démissionné de l'hôpital Chicago où se déroulait la série lors de l'épisode diffusé le 18 février 1999 aux Etats-Unis,

George Clooney se lançant alors résolument dans le cinéma, avec succès.

Par la suite, il avait refait quelques brèves apparitions dans la série, notamment en 2009, lors de la quinzième et dernière saison. Le roman de Joseph Heller, qui a déjà été adapté au cinéma par le réalisateur Mike Nichols (1970), se situe lors de la Seconde Guerre mondiale et évoque l'histoire fictive du capitaine Yossarian, un aviateur américain qui tente de se soustraire aux combats en se faisant passer pour fou.

R. I.



Coup-franc direct

Le mercato des coups bas

Par Mahfoud M.

Avec la rareté des bons joueurs sur le marché des transferts, on remarque que certains clubs n'hésitent pas à faire des coups bas à d'autres formations de Ligue 1. C'est le cas de l'USMA qui a chipé un joueur que le CRB voulait à tout prix. Le CSC a aussi pris un élément qui était pisté par plusieurs formations, dont deux à Alger. A croire que certaines formations attendent que d'autres évoquent les noms des joueurs pour passer à l'acte et tenter de les engager. C'est une mentalité propre aux dirigeants des clubs algériens, surtout que certains d'entre eux sont des arrivistes et ne connaissent pas vraiment le niveau des joueurs car ils ne suivent pas le championnat. Cela doit être banni à l'avenir, car il n'est pas faisable que plusieurs clubs se disputent les mêmes joueurs. Un code d'honneur devrait être mis par les présidents de clubs qui doivent se respecter mutuellement, car il est impensable qu'à chaque fois on enregistre de tels problèmes à la période des transferts. Pourquoi ces clubs ne se lancent-ils pas dans la formation et oublient ce mercato qui est une forme d'arnaque car où sont les joueurs qui peuvent vraiment apporter un plus en seulement trois mois de compétition ? Il faudrait une véritable révolution dans le football algérien pour changer les mentalités et poser des bases saines.

M. M.

AGE de la Fédération algérienne de karaté-do Cinq candidatures déposées

LA COMMISSION de candidatures a validé cinq dossiers pour le poste de président de la Fédération algérienne de karaté-do (FAK) dont l'assemblée générale électorale (AGE) se tiendra le 20 janvier (9h00) à Tixeraine (Alger), a-t-on appris auprès du secrétaire général de l'instance fédérale. La commission de candidatures, composée de Touajine Hamadi (Ligue de Tindouf), Boubrir Ahmed (Ligue de Skikda) et Zouaoui Ahmed (Ligue de Blida), en plus du représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et du secrétaire général de la FAK, a entamé son travail le 6 janvier en étudiant les dossiers pour le poste de président et des membres du bureau fédéral de la FAK. Cette opération qui a pris fin ce dimanche à 12h00, a vu l'enregistrement et la validation de cinq candidatures pour le poste de président, alors que 24 autres ont déposé leur dossier pour un poste au bureau fédéral, selon le SG de la FAK, Rachid Meziane. Pour la présidence, la commission de candidatures a validé les

dossiers de Slimane Mesdoui (MB Saïda), Krim Samir (président de la Ligue de Boumerdès), Hamid Melouk (président de l'OM Birtouta), Réda Benkedour (président de la Ligue de Sidi Bel-Abbès) et Mehrouf Rachid (président de la Ligue d'Alger). La commission de recours prendra ce dimanche le relais (48 heures) pour la validation définitive des dossiers de candidatures, alors que l'affichage de la liste finale est prévu pour mardi. La commission de recours est composée de Djaffar Abderrahmane Walid (Ligue de M'sila), en présence de Sadi Moussa (Ligue de Bouira) et de Seguar Adlane (Ligue de Constantine). La commission de passation de consignes est composée de Bouaza Ahmed (Ligue de Béchar) et de Kebir Mejdoub (Ligue de Naâma). La Fédération algérienne de karaté-do était gérée depuis fin mai par un directoire, présidé par l'ex-président de la FAK, Aboubaker Mekhfi.

Badminton

Zoubiri révèle les secrets de son élection à la tête de la Confédération africaine

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de badminton (FAB), Amine Zoubiri, a indiqué, dimanche à Alger, que la stabilité qui prévaut au sein de son instance nationale lui a permis d'arriver à la tête de la Confédération africaine de badminton (BCA). Au terme de l'audience que lui a accordée le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, au siège de son département, M. Zoubiri a précisé que «la stabilité qui prévaut au sein de la Fédération nationale m'a permis d'occuper d'autres postes, donc j'ai été élu à l'unanimité, président de la Confédération africaine de badminton». Le président de la Fédération algérienne de badminton (FAB), Amine Zoubiri, a été élu président de la

Confédération africaine de badminton (BCA) lors de l'Assemblée générale extraordinaire tenue à Prétoria (Afrique du Sud) en présence de 23 membres, succédant ainsi au Nigérien Danlami Zama Sanchi. «La stabilité a permis également à l'Algérie d'occuper la première place en matière de résultats au niveau arabe et continental», a-t-il affirmé, relevant que «le ministre a mis en avant l'impératif pour le responsable algérien de représenter au mieux le pays au niveau continental et territorial». De son côté, le ministre de la Jeunesse et des Sports, El-Hadi Ould Ali, a estimé que l'élection de M. Zoubiri à la tête de l'instance continentale vient «couronner son travail et ses efforts à la tête de la FAB».

Comité exécutif de la CAF

Ould Zmirli croit en ses chances d'être repêché

■ Le vice-président de la Fédération algérienne de football (FAF), Bachir Ould Zmirli, croit dur comme fer à la possibilité d'être repêché après le recours introduit par l'instance fédérale algérienne, suite au rejet de sa candidature au comité exécutif de la CAF, consécutivement à l'introduction tardive de son dossier de candidature.

Par Mahfoud M.

«**S**uite au rejet de ma candidature, la FAF a décidé d'introduire un recours auprès de la CAF. Je reste bien évidemment confiant quant à l'aboutissement de ce droit de recours pour faire valoir nos droits. La FAF est prête même à solliciter l'arbitrage du Tribunal arbitral du sport (TAS) dans le cas où la CAF confirme sa première décision», a affirmé le N.2 de la FAF. Dans un communiqué publié mercredi dernier sur son site officiel, la CAF a déclaré «invalidé» la candidature de Bachir Ould Zmirli pour avoir été expédiée «en dehors des délais réglementaires». «Le 5 décembre 2017, soit à deux jours du dernier délai de dépôt des candidatures, j'ai été désigné pour être candidat à ces élections. Le dossier a été envoyé le jeudi 7 décembre, mais selon les règlements de la CAF, qui ne sont pas en conformité avec ceux de la Fifa, c'est plutôt le cachet de la réception du courrier au Caire (siège de la CAF, ndr) qui fait foi et non pas celui du pays de l'envoi», a expliqué



Ould Zmirli reste confiant

Ould Zmirli, qui a souligné qu'il tient «toujours à représenter l'Algérie au niveau de la CAF», écartant toute intention de «démissionner de (s)on poste à la FAF suite à ce rejet de candidature». Et d'enchaîner : «L'idéal était de déposer le dossier en mains propres au niveau du secrétariat général de la CAF pour éviter toute mauvaise surprise». L'Algérie avait perdu son siège au comité exécutif de la CAF, occupé par l'ancien président de la FAF Mohamed Raouraoua, lors des élections

organisées à l'occasion de l'assemblée générale de la CAF le 16 mars 2017 à Addis-Abeba (Ethiopie). A noter que le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, a fait tout un plat après le rejet de la candidature d'Ould Zmirli alors qu'il s'était rendu au Maroc pour marquer sa présence à l'ouverture du CHAN, accusant ouvertement la CAF de vouloir nuire à l'image de l'Algérie par cette décision, avant d'introduire un recours au sein de l'instance continentale.

M. M.

USM Alger

Hamdi promet une surprise avant la clôture du mercato

L'USM Alger, peu active sur le marché des transferts pendant le mercato hivernal devant s'achever lundi, pourrait frapper un grand coup pendant les dernières 24 heures de cette deuxième période d'enregistrement de la saison, a laissé entendre l'entraîneur Miloud Hamdi, dimanche en conférence de presse. «Cet hiver, il n'y a pas eu beaucoup de mouvement au club. Mis à part le départ de Faouzi Bourenane, qui avait besoin de temps de jeu et le retour de Rafik Bouderbhal et Walid Ardi, qui sont des joueurs de l'USMA et qu'on se réjouit de récupérer, l'USMA n'a recruté

aucun nouveau joueur. Cependant, il reste 24 heures avant la clôture de cette deuxième période d'enregistrement de la saison. Les dirigeants sont en train de travailler dessus. En football, tout peut arriver», a indiqué l'entraîneur des Rouge et Noir, à 48 heures de la réception du CS Constantine pour le compte des 16^{es} de finale de la Coupe d'Algérie. Hamdi a évité de donner plus de détails sur cette potentielle nouvelle recrue, notamment son profil, sa nationalité ou le poste au sein duquel elle évolue, mais tout porte à croire que ce sera un attaquant, car c'est ce profil qui a été ciblé

par la direction du club jusqu'ici. L'entraîneur usmiste a ajouté que «dans le cas où» le défenseur central Ayoub Abdellaoui viendrait à quitter l'USMA, le club devrait recruter un joueur de même profil pour le remplacer. «Nous disposons de plusieurs joueurs polyvalents, capables de dépasser le club dans l'axe. Mais étant engagés sur trois fronts (Coupe d'Algérie, Championnat et Coupe d'Afrique), on se doit d'avoir un défenseur central-type. Avec les blessures et les suspensions, il le vaut mieux», a justifié Hamdi.

USM Bel-Abbès

Le club de la Mekerra engage 4 nouveaux joueurs

L'USM Bel-Abbès, club évoluant en ligue 1 professionnelle de football Mobilis, a recruté quatre nouveaux joueurs, a-t-on appris dimanche du directeur général de la société sportive USMBA, Mohamed Benayad. Les nouvelles recrues ont signé samedi soir officiellement leurs contrats. Il s'agit des attaquants Mohamed Seguer du MC Alger, Bilal Mebarki de l'USM Harrach, du défenseur Salah Nour El Islam

de la JS Saoura et du revenant à l'équipe, le milieu du terrain, Yahia Labani. «Nous avons examiné les nouveaux recrutements avec le staff technique de l'équipe en vue de renforcer l'attaque, le milieu et la défense et créer l'équilibre», a ajouté le même responsable, rappelant que l'entraîneur Si Tahar Chérif El Ouazzani avait des difficultés de trouver des doublures en cas de blessures en phase aller du championnat. Mohamed

Benayad espère que ce recrutement apportera un plus à l'équipe lors de la phase retour du championnat de ligue 1 professionnelle. L'USMBA qui s'est qualifiée pour les 8^{es} de finale de la Coupe d'Algérie aux dépens du Chabab de Kais, club du championnat amateur groupe «Est» par (2/0), ambitionne d'aller plus loin dans cette compétition, a souligné le directeur général de la SS/USMBA.

PH. > D. R.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Réalisation des tunnels de Sidi-Aïch Des propriétaires de maisons endommagées bloquent la route

LES 11 PROPRIÉTAIRES des maisons endommagées depuis plus de deux années par les travaux de creusement du tunnel de Sidi-Aïch par le groupement d'entreprises sino-algérien (CRCC-SAPTA) dans le cadre de la réalisation de la section Sidi Aïch-Amizour de la pénétrente autoroutière de Béjaïa, ont fermé avant-hier la RN 26 à la sortie nord de Sidi-Aïch. Ils sont en colère, particulièrement contre la Direction des travaux publics (DTP) de la wilaya de Béjaïa et l'Agence nationale des autoroutes (ANA). Les protestataires, dont les maisons se trouvent sur le tracé de l'autoroute et du tunnel, ont exigé le versement de leurs indemnités et fait montre de leur impatience par rapport aux engagements pris, sans suite, par les autorités quant à la prise en charge de leur requête dans

les plus brefs délais. Ils ont également exigé que les indemnités de leurs maisons, sérieusement endommagées après la déstabilisation du sol causé par ce grand ouvrage, soient à la hauteur des dommages causés par les travaux. Ils ont rappelé avoir adressé une lettre au wali et discuté avec lui lors de ces visites sur les lieux. «Il a instruit, souligne-t-on, la direction des travaux publics et l'ANA de procéder à notre indemnisation mais, rien n'a été fait depuis deux années». Le chef de daïra et le maire se sont rendus sur les lieux pour négocier avec le protestataire et libérer la voie. Chose qui n'a pas été aisée. Le trafic routier était paralysé et des milliers d'automobilistes ont été bloqués.

H. C.

Beni Ouenif

Saisie de trois quintaux de kif traité

QUATORZE casemates et 11 tranchées pour terroristes ont été découvertes et détruites, samedi à Ain Defla, par un détachement de l'Armée nationale populaire, tandis qu'un élément de soutien aux groupes terroristes a été arrêté par un autre détachement de l'ANP à El Oued, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de recherche et de ratissage à Ain Defla, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 13 janvier 2018, quatorze casemates et onze tranchées pour terroristes, tandis qu'un autre détachement a arrêté, à El Oued, un élément de soutien aux groupes terro-

ristes», note la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a saisi, ce matin du 14 janvier 2018 à Béni Ouenif, wilaya de Béchar, une importante quantité de kif traité s'élevant à 305 kg, tandis que d'autres détachements ont intercepté, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, sept contrebandiers, 2,52 tonnes de denrées alimentaires et divers outils d'orpailage». Par ailleurs, un détachement de l'ANP «a saisi, à Biskra (4^e RM), 2 835 paquets de tabacs, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté deux contrebandiers et 1 864 unités de différentes boissons à Tlemcen», ajoute le communiqué.

Fatah B.

Transferts / Ligue 1 Mobilis

L'USM Alger engage le Marocain Réda El Hajhouj

L'USM ALGER, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis, s'est attaché les services de l'attaquant marocain Réda El Hajhouj, a indiqué la direction du club dimanche soir sur son site web. Le joueur du Wydad Casablanca (WAC) s'est engagé avec le club algérois pour une durée de 18 mois. El Hajhouj (23 ans), qui a commencé sa carrière professionnelle lors de la saison 2013/2014 avec le WAC, a marqué 15 buts en 59 matchs disputés dans le championnat marocain. L'USMA sera sa deuxième expérience à l'étranger après un court passage au club d'Ajman (Emirats arabes unis) où il a joué à titre de prêt de six mois entre

janvier et juin 2017.

Il s'agit de la première recrue hivernale des «Rouge et Noir» après le retour des «ex» Rafik Boudelbal et Walid Ardji.

Racim S.

Liga espagnole/ FC Barcelone

Ousmane Dembélé de nouveau blessé

Lailier international français du FC Barcelone (Liga espagnole de football), Ousmane Dembélé, qui s'est blessé lors du match dimanche face à la Real Sociedad (4-2), sera absent «trois à quatre semaines», a indiqué hier le club catalan. Dembele, 4^e joueur le plus cher de l'histoire, acheté

Les Saoudiennes autorisées à aller au stade



Loumis

Djalou@hotmail.com

Santé à Béjaïa

Les paramédicaux reviennent à la charge

■ *Le SAP proteste contre la non prise en charge des doléances des paramédicaux par la tutelle qui reste «sourde et intransigeante à chaque rencontre». Les revendications tournent autour de plusieurs points dont le plan de carrière pour lequel le syndicat exige la révision des statuts de façon à permettre aux ATS, IDE, etc. d'évoluer, l'octroi des primes de qualification, documentation, encadrement et contagion.*

Par H. Cherfa

Les paramédicaux affiliés au Syndicat national des paramédicaux (SAP) reviennent à la charge après leur grève de deux jours la semaine dernière. Ils justifient leur mouvement de protestation par le fait que les négociations menées avec le ministère de tutelle la semaine passée n'ont pas abouti, faisant part de «la fuite en avant de la tutelle et la non prise en charge des revendications avancées, sinon que de nou-

velles promesses», lit-on dans l'appel du SAP. Selon Farhet Zoubir, la grève a été suivie à 80% dans les établissements de la wilaya et du chef-lieu de Béjaïa», rassurant que le service minimum est assuré. Le SAP proteste aussi contre la non prise en charge des doléances des paramédicaux par la tutelle qui reste «sourde et intransigeante à chaque rencontre». Les revendications tournent autour de plusieurs points dont le plan de carrière pour lequel le syndicat exige la révision des statuts

de façon à permettre aux ATS, IDE, etc. d'évoluer au fil de leur travail, l'octroi des primes de qualification, documentation, encadrement et contagion. Les paramédicaux dénoncent également «les tentatives de remise en cause de la formation par le mode LMD qui est un acquis irréversible et exigent un dialogue sérieux». Notons aussi que Les étudiants du département STAPS (techniques éducation physique) sont toujours en grève. Ils réclament le droit au recrutement direct des diplômés en faveur du secteur de l'Éducation nationale, l'ouverture des concours aux diplômés des STAPS au niveau du primaire afin d'endiguer le chômage, etc. Ils dénoncent, par ailleurs, leur marginalisation. «Intégration des STAPS au primaire, non à la marginalisation», tel est, entre autres, un de leurs slogans.

H. C.

Tizi Ouzou/ Dégradation des conditions de vie dans la cité U

Manifestation nocturne des étudiants repoussée par les forces de l'ordre

DES AFFRONTEMENTS entre des étudiants et des forces de l'ordre ont été enregistrés dans la nuit de dimanche à lundi aux alentours du campus Hasnaoua de l'Université de Tizi Ouzou. Des étudiants irrités par les conditions d'hébergement et de restauration à l'intérieur de leur cité ont tenté de battre le pavé en ville avant que les forces de l'ordre ne les repoussent. Des émeutes ont alors éclaté entre les deux parties. La route menant du campus Hasnaoua vers le centre-ville a été bloquée par des manifestants, à l'aide de troncs d'arbres et bacs à ordures. Les

incidents ont éclaté aux environs de 23 heures et ont duré près d'une heure.

Hamid M.

Drogue

Saisie de plus de 21 kg de cannabis traité dans plusieurs wilayas

PLUS de 21 kilogrammes de cannabis traité et une quantité de psychotropes ont été saisis lors de différentes opérations menées par les forces de police dans plusieurs wilayas du pays, durant lesquelles 163 individus suspects impliqués dans ces divers délits ont été arrêtés, indique hier la Direction générale de la Sûreté nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, notamment la détention et le trafic de stupéfiants, les forces de police des sûretés de wilaya de Béchar, Khenchela et Biskra, ont saisi récemment plus de 21 kilogrammes de cannabis traité», indique le communiqué. D'autres opérations de recherches, menées dans la wilaya d'Alger, «ont permis l'in-

terpellation de 163 individus suspects impliqués dans divers délits lors de descentes dans plusieurs quartiers de la capitale, lesquelles se sont soldées par la récupération de 469 comprimés psychotropes, une quantité de cannabis traité et des armes blanches». A Constantine, des opérations de recherches menées par la police locale à travers la ville «se sont soldées par l'interpellation d'un individu suspect pour une affaire liée au trafic de psychotropes et la récupération de 1 648 comprimés psychotropes», de même qu'à Oum El Bouaghi, où la police a procédé à l'interpellation d'un individu suspect pour une affaire liée au trafic de psychotropes et la récupération de 225 comprimés psychotropes».

Gh. Y.